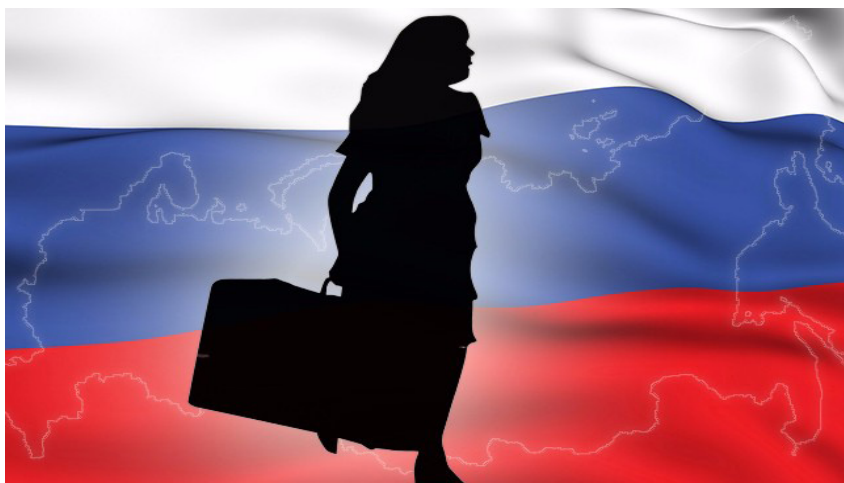


## Le « Monde russe » : la politique de la Russie envers sa diaspora



**Mikhaïl SOUSLOV**

Juillet 2017

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

*Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère de la Défense.*

ISBN : 978-2-36567-744-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

### **Comment citer cette publication :**

Mikhaïl Souslov, « Le "Monde russe" : la politique de la Russie envers sa diaspora », *Russie.Nei.Visions*, n° 103, Ifri, juillet 2017.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

### **Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# ***Russie.Nei.Visions***

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

## **Auteur**

**Mikhaïl Souslov** enseigne l'histoire et la politique russes à l'Université de Copenhague. Ses recherches portent sur l'histoire des idées en Russie, les courants politiques conservateurs, d'extrême droite ou d'inspiration religieuse, les idéologies géopolitiques et les utopies sociopolitiques. Parmi ses articles récents consacrés à l'imaginaire (géo)politique : « "Novorossiia" Reloaded: Geopolitical Fandom in Online Debates », *Europe-Asia Studies*, vol. 69, n° 2, 2017 ; et « Of Planets and Trenches: Imperial Science Fiction in Contemporary Russia », *The Russian Review*, vol. 75, n° 10, 2016. Il a récemment dirigé l'ouvrage collectif *Digital Orthodoxy in the Post-Soviet World: The Russian Orthodox Church and Web 2.0*, Stuttgart, Ibidem Verlag, 2016, et co-dirigé (avec Mark Bassin) *Eurasia 2.0: Post-Soviet Geopolitics in the Age of New Media*, Lanham, Lexington Books, 2016.

## Résumé

Le présent article analyse la construction idéologique et l'instrumentalisation politique par le Kremlin de l'importante population russophone établie hors des frontières russes. Il retrace l'évolution de la perception de la diaspora et de la politique conduite à son égard du début des années 1990 à nos jours, et montre que le rapport aux « compatriotes de l'étranger » a connu des variations significatives : irrédentisme revanchard dans les années 1990, pragmatisme relativement libéral au début des années 2000, instrumentalisation conflictuelle des Russes de l'étranger, vus comme un levier du *soft power* russe, à la fin des années 2000, puis enfin retour en force, à partir du déclenchement de la crise ukrainienne, d'une approche irrédentiste et isolationniste encore plus conflictuelle.

L'hétérogénéité de la diaspora russophone postsoviétique explique en partie les représentations fluctuantes que l'élite politique russe se fait des « compatriotes », qu'elle perçoit tantôt comme des « traîtres », tantôt comme des « sauveurs » potentiels. À l'avenir, Moscou persistera probablement dans sa politique « irrédentiste » à l'égard des russophones de l'« étranger proche » ; en revanche, il ne possède ni les ressources financières, ni les infrastructures, ni l'attractivité idéologique (ou *soft power*) nécessaires pour manipuler les « Russes mondialisés » qui ont émigré de leur plein gré en Europe occidentale ou en Amérique du Nord et dont le nombre n'a cessé de croître, particulièrement depuis le début du troisième mandat de Vladimir Poutine.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LA PROBLÉMATIQUE DEFINITION DE LA DIASPORA RUSSE.....</b>	<b>8</b>
<b>LA CONSTRUCTION DE LA DIASPORA RUSSE.....</b>	<b>12</b>
<b>1991-1997 : PRÉMICES D'UNE POLITIQUE DE LA DIASPORA.....</b>	<b>15</b>
<b>1998-2003 : LES ANNÉES TUMULTUEUSES .....</b>	<b>18</b>
<b>2004-2011 : INSTITUTIONNALISATION ET INSTRUMENTALISATION DU « MONDE RUSSE ».....</b>	<b>23</b>
<b>2012-2016 : LE « MONDE RUSSE » ET LE « VIRAGE CONSERVATEUR » .....</b>	<b>27</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>30</b>

# Introduction

En 1989, peu avant l'effondrement de l'Union soviétique, 17 % des Russes (soit environ 25 millions de personnes) vivaient à l'extérieur de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFRS), qui correspond à la Fédération de Russie d'aujourd'hui<sup>1</sup>. Ceux-ci considéraient l'Union soviétique dans son ensemble comme *leur* pays, où ils bénéficiaient d'un statut privilégié en tant que « colonne vertébrale » de l'État et « grands frères » des peuples non russes, investis d'une mission civilisatrice. La dissolution de l'empire soviétique mit brusquement fin à cet état de fait. Ces Russes se retrouvèrent alors dans des pays étrangers, où ils se heurtèrent souvent à l'hostilité des nouvelles élites nationales qui voyaient en eux les réminiscences du pouvoir colonial ou de l'occupation soviétique.

Au cours des 25 dernières années, de nombreux Russes établis en Asie centrale sont revenus en Russie ; dans le même temps, des millions de citoyens de la Fédération de Russie ont quitté leur pays pour s'installer en Europe ou en Amérique du Nord. Par conséquent, le nombre de « compatriotes » vivant à l'étranger a peu évolué : entre 25 et 30 millions de personnes, faisant des Russes la deuxième plus grande diaspora du monde après les Chinois. À ce propos, soulignons que le gouvernement de Pékin considère les Chinois installés à l'étranger comme l'un de ses principaux atouts géopolitiques et comme une importante source d'investissements dans l'économie nationale. La Chine entretient donc des relations très dynamiques avec sa diaspora, y compris au niveau du cabinet des ministres<sup>2</sup>. Bien que l'élite politique russe ait elle aussi toujours eu conscience du potentiel des « compatriotes russes », son rapport à ces populations est confus et incohérent. En 2000, une chercheuse travaillant sur la diaspora a ainsi résumé : « Sur le plan conceptuel, la Russie n'a

---

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

1. A. Ingram, « Broadening Russia's Borders? The Nationalist Challenge of the Congress of Russian Communities », *Political Geography*, n° 20, 2001, p. 201.

2. Z. Guotu, « China's Policies on Chinese Overseas: Past and Present », in T. Chee-Beng (dir.), *Routledge Handbook of the Chinese Diaspora*, New York, Routledge, 2013, p. 31-41.

toujours pas défini ce qu'elle attendait de la diaspora<sup>3</sup>. » Cette remarque demeure d'actualité.

Deux facteurs expliquent cette lacune. Le premier réside dans la difficulté à définir la notion de « compatriotes à l'étranger ». Qui sont ces « compatriotes », et qu'entend-on par « l'étranger » ? Les Russes de l'« étranger proche » n'ont pratiquement rien de commun avec les « Russes mondialisés » qui vivent dans les pays de l'« étranger lointain ». En outre, les critères permettant de déterminer qui est « russe » demeurent flous. Ce terme peut désigner aussi bien un citoyen de la Fédération de Russie qu'un ancien citoyen de l'Union soviétique, un russophone, un Russe ethnique ou un descendant d'un citoyen russe, etc. Partout où l'impérialisme a imprimé sa marque, les catégories nationales ne vont pas de soi. Dans le cas de l'ex-Union soviétique, ce problème est particulièrement complexe et entraîne de multiples répercussions sur les politiques concernant la diaspora.

Le second facteur relève des tensions structurelles entre l'élite politique et la diaspora. À première vue, on pourrait croire que la Russie postsoviétique a toujours conduit une politique impérialiste et manipulatrice envers sa diaspora<sup>4</sup>. Certes, cette approche est effectivement soutenue par une partie des élites politiques ; cependant, la politique russe envers les « compatriotes » est largement marquée par l'inconstance, les ruptures et les paradoxes. Moscou peine à appréhender idéologiquement la diaspora et, davantage encore, à traiter avec elle.

La relation complexe entre la Russie et les Russes de l'étranger prend racine dans la colonisation des territoires de l'Eurasie. Les colons russes qui osaient sortir des limites de l'Empire russe se retrouvaient dans une « zone grise » sur le plan légal, politique et idéologique : ils étaient vus aussi bien comme des « traîtres » ayant échappé à l'oppression de l'État, que comme l'avant-garde de ce même État, son avant-poste, sa première ligne de défense face aux menaces externes<sup>5</sup>. Les Russes qui vivent hors de Russie sont perçus de la même façon aujourd'hui. L'*establishment* politique oscille sans cesse entre, d'une part, des tentatives visant à instrumentaliser la diaspora afin de projeter la puissance de la Russie sur les États voisins et, d'autre part, la crainte que la diaspora russe n'évolue en

---

3. T. Poloskova, *Diaspory v sisteme mezhdunarodnyh svyazej* [Les diasporas dans le système des relations internationales], Thèse de doctorat en sciences politiques, Académie diplomatique du ministère russe des Affaires étrangères, Moscou, 2000, p. 339.

4. A. Grigas, *Beyond Crimea: The New Russian Empire*, New Haven, Yale University Press, 2016.

5. « Peu de gouvernements se sont montrés aussi déterminés à faire en sorte que les gens restent à un endroit donné tout en cherchant aussi activement à les déplacer ». Voir A. Rieber, « Colonizing Eurasia », in N. B. Breyfogle, A. Schrader, W. Sunderland, *Peopling the Russian Periphery: Borderland Colonization in Eurasian History*, Londres, Routledge, 2007.

une « Russie alternative » capable de remettre en cause la légitimité du Kremlin.

Les courants conservateurs, antioccidentaux et isolationnistes qui prédominent actuellement tendent à envisager la diaspora comme une partie indissociable de l'entité géopolitique et civilisationnelle qu'est le « Monde russe ». Une telle vision exclut toute possibilité de faire de la diaspora le partenaire déterritorialisé d'une Russie s'ouvrant sur le monde.



# La problématique définition de la diaspora russe

Le concept de diaspora tire ses origines de la dispersion du peuple juif après la destruction du Premier Temple au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Aujourd'hui, les sciences sociales définissent ce concept par au moins trois critères fondamentaux : des populations qui ont été déplacées hors des frontières de leurs pays d'origine ; ont un accès limité au pouvoir ; et font l'objet d'un projet politique qui donne un sens spécifique à leur existence et leur confère un sentiment de cohésion interne<sup>6</sup>. À cet égard, le terme de diaspora est-il réellement approprié pour désigner les « compatriotes » russes à l'étranger ?

Tout d'abord, le concept de « populations déplacées » ne correspond pas réellement aux Russes de l'étranger, « proche » comme « lointain ». D'une manière générale, les immigrés d'aujourd'hui conservent des liens avec leur pays d'origine, créant ainsi des espaces transnationaux<sup>7</sup>. Ce constat vaut aussi pour les « Russes mondialisés » qui ont quitté la Russie volontairement dans les 25 dernières années et qui se caractérisent par une « double présence<sup>8</sup> ». À l'ère des liaisons aériennes relativement bon marché et de la communication numérique, la majorité de ces « émigrés » se rendent régulièrement en Russie et maintiennent le contact avec leurs amis et leurs proches restés sur place. Leur départ n'a pas entraîné une rupture comparable à celle qu'ont vécue les générations qui avaient émigré il y a plusieurs décennies. Il leur a offert la possibilité d'accéder au niveau de vie occidental, plus élevé, sans rompre leurs liens personnels avec leur patrie. De la même manière, ce concept de « populations déplacées » ne s'applique pas véritablement aux Russes de l'« étranger proche » : ce ne sont pas eux qui se sont déplacés, mais les frontières de leur État de résidence<sup>9</sup>.

---

6. W. Safran, « Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return », *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, vol. 1, n° 1, 1999, p. 83-99.

7. C. Bretell et J. Hollifield (dir.), *Migration Theory: Talking across Disciplines*, New York, Routledge, 2014 (troisième édition).

8. A. Černetskaâ, « Hudožniki postdiaspory : dvojnoe prisutstvie » [Les artistes de la post-diaspora : une double présence], in *Russkoe art-zarubež'e. Vtoraâ polovina XX-načalo XXI veka* [La diaspora artistique russe. Seconde moitié du Moscou, GCSI, 2010, p. 82-86.

9. D. Laitin, *Identity in Formation: The Russian-Speaking Populations in the New Abroad*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

En outre, considérer les membres de la diaspora comme des opprimés dénués de tout levier d'action revient à négliger le paradoxe de l'intégration. En effet, l'aptitude de la diaspora à accéder à des positions de pouvoir et à se faire entendre à l'étranger dépend de sa capacité à s'intégrer dans la société du pays d'accueil. Un tel degré d'intégration n'est possible que dans les régimes libéraux-démocratiques fondés sur le principe de citoyenneté, qui ne pratiquent pas la discrimination ethnique. Ainsi, même en Estonie et en Lettonie – deux pays que Moscou accuse tout particulièrement de maltraiter leurs populations russophones respectives –, on trouve de nombreux Russes bien intégrés aux plus hauts échelons du pouvoir, comme Nils Ušakovs, maire de Riga, en Lettonie. De tels personnages sont très précieux aux yeux du Kremlin, qui voit en eux des alliés de premier plan et des diffuseurs potentiels du *soft power* russe. Mais là se trouve un paradoxe : plus une communauté en diaspora est intégrée dans sa société d'accueil, moins elle se montre perméable au discours officiel russe. Autrement dit, le Kremlin ne peut pas disposer d'une diaspora russe qui soit à la fois puissante *et* facilement manipulable.

Enfin, la mobilisation politique des « compatriotes » russes est très faible. La complexité structurelle de la diaspora évoquée précédemment l'explique en partie. Il est en effet difficile de trouver un dénominateur commun à ce groupe hétérogène, où l'on retrouve aussi bien des *businessmen* aux affaires florissantes installés en Occident que des déclassés qui subsistent péniblement dans les républiques d'Asie centrale. L'autre explication réside dans la faible influence de ces groupes sur le processus décisionnel en matière de politique intérieure russe. Ainsi, seuls 514 des presque 100 000 détenteurs d'un passeport russe résidant en Suède, soit 0,5 %, sont allés voter aux législatives de septembre 2016. Les chiffres avancés par les instances officielles russes, portant la participation des « compatriotes » à 90 % dans certains pays<sup>10</sup>, relèvent de la propagande. La méfiance de la diaspora envers la politique russe est encore accrue par le fait qu'il n'existe pas de circonscriptions spécifiques de « Russes de l'étranger » : ils n'élisent pas leurs propres représentants, mais ceux de diverses régions de Russie. Par exemple, les Russes de Suède votent pour la circonscription du *kraï* de l'Altaï, alors que peu d'entre eux sauraient seulement situer cette région sur une carte. La possibilité de doter les « compatriotes » de leurs propres circonscriptions a été évoquée en 1994 par la Commission de la Douma en charge des relations avec les compatriotes, mais cette mesure a par la suite été bloquée – précisément

---

10. « Vyborny v Gosdumu : kak golosovali rossijskie graždane za rubežom » [Elections à la Douma d'État : comment ont voté les citoyens russes de l'étranger], Congrès mondial des compatriotes résidant à l'étranger, 20 septembre 2016, <http://vksrs.com>.

pour éviter de leur donner voix au chapitre dans les affaires intérieures du pays. Ce deuxième paradoxe concerne la diaspora russe en tant que sujet politique : pour atteindre le niveau désiré de mobilisation politique, une diaspora doit être porteuse d'un projet politique, mais comme les élites russes redoutent (à juste titre) de perdre le contrôle de ce projet si elles offrent une tribune à des personnalités hostiles au Kremlin, aucun projet politique réel ne peut émerger.

Il est vrai que si les membres de la diaspora russe, quelle que soit la couche sociale à laquelle ils appartiennent, sont souvent très conservateurs, ils ne sont pas pour autant automatiquement pro-Kremlin ou aveuglément pro-russes. De fait, les tentatives d'instrumentaliser la diaspora de l'« étranger lointain » ont créé un clivage en son sein : certains sont devenus des « compatriotes professionnels », tandis que d'autres ont pris leurs distances avec l'État russe et se montrent sceptiques envers toute initiative provenant de Moscou.

On l'aura compris, la diaspora russe n'est pas une diaspora au sens strict du terme<sup>11</sup>, et n'est même pas toujours « russe ». Il s'agit pour l'essentiel d'une diaspora postsoviétique, c'est-à-dire d'une diaspora issue d'un État qui a disparu. C'est pourquoi les tentatives de la Russie actuelle, qui est l'État-nation des Russes, visant à s'appropriier cette diaspora qui, dans les faits, n'est pas russe, engendrent tensions, moqueries et confusion. Dans le même temps, l'hétérogénéité de la diaspora offre au Kremlin des possibilités infinies de la construire et la reconstruire en fonction de ses besoins politiques conjoncturels. Le politologue Vladimir Malakhov propose ainsi cinq définitions, parfois contradictoires, des « compatriotes » : citoyens de la Fédération de Russie vivant à l'étranger ; émigrés de l'Empire russe et de l'URSS ; anciens citoyens soviétiques russophones ; Russes ethniques ; et, enfin, l'ensemble de tous les anciens citoyens de l'URSS<sup>12</sup>.

La difficulté de « construire » la diaspora russe se reflète dans les estimations divergentes de son nombre. Ces estimations traduisent tant le paradoxe de l'intégration que la variété des perceptions de la diaspora en tant que sujet politique. Le Kremlin souhaite présenter les « compatriotes » comme une immense force composée de dizaines de millions de personnes, mais redoute aussi l'émergence d'une « Russie alternative » échappant à son contrôle direct. Les chiffres oscillent énormément : on parle tantôt de

11. N. Kosmarskaya, « Russia and Post-Soviet "Russian Diaspora": Contrasting Visions, Conflicting Projects », *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 17, n° 1, 2011, p. 54-74.

12. V. Malahov, *Kul'turnye različiâ i političeskie granicy v èpohu global'nyh migracij* [Différences culturelles et frontières politiques à l'ère des migrations mondiales], *Novoe Literaturnoe Obozrenie*, Moscou, 2014, p. 37.

150 millions d'anciens citoyens soviétiques résidant à l'extérieur de la Russie, tantôt de 15 millions de Russes ethniques, tantôt de quelque 5 millions de citoyens de la Fédération de Russie ayant émigré (d'après les chiffres officiels russes). En 2013, Lioudmila Verbitskaïa, présidente de la fondation *Russkiy Mir* [Monde russe], affirmait qu'il y avait 300 millions de locuteurs du russe dans le monde<sup>13</sup>. Gueorgui Poltavtchenko, le maire de Saint-Pétersbourg, avance pour sa part un chiffre de 35 millions. Léonid Sloutski, député à la Douma d'État où il préside le Comité des relations avec les compatriotes à l'étranger, évalue leur nombre à « plus de 30 millions » ; Konstantin Kosatchev, ancien patron de *Rossotroudnichestvo*, l'Agence fédérale chargée des relations avec les compatriotes à l'étranger, parle d'« environ 30 millions de personnes »<sup>14</sup>. Ces disparités d'évaluation sont amplifiées par le manque de statistiques fiables disponibles en Russie ainsi que dans la plupart des pays d'accueil.

---

13. « VII assambleâ Russkogo mira », [7<sup>e</sup> Assemblée du Monde russe], *Golos Rossii*, 3 novembre 2013.

14. Voir par exemple « IV Vsemirnyj kongress sootečestvennikov, proživajuščih za rubežom » [4<sup>e</sup> Congrès international des compatriotes résidant à l'étranger], Congrès mondial des compatriotes résidant à l'étranger, octobre 2012, <http://vksrs.com>.

# La construction de la diaspora russe

La complexité intrinsèque de la diaspora russe donne prise à de multiples discours. En fonction des postulats idéologiques de départ, on souligne des aspects différents de la diaspora : l'héritage soviétique, la langue russe ou l'appartenance à la nation russe. Dans le cas des Russes établis dans les anciennes républiques soviétiques, qui correspond à tous ces critères, le Kremlin adopte une approche relativement « directe » : il cherche à les instrumentaliser en leur offrant la citoyenneté russe, en leur proposant de rentrer en Russie et en attisant leur irrédentisme.

En revanche, Moscou n'a pas de ligne politique et idéologique claire en direction des populations d'ethnies non russes de l'ex-Union soviétique. Il s'agit principalement des populations d'Asie centrale, généralement musulmanes et dont la maîtrise de la langue russe est inégale. Ce groupe est perçu de façon soit idéologique, soit ethno-nationaliste. D'un point de vue idéologique, les tenants d'une vision postsoviétique impériale inclusive sont prêts à tendre la main aux peuples autochtones d'Asie centrale. C'est ainsi que l'animateur de télévision Vladimir Soloviev, considéré comme un porte-parole de la ligne officielle, a estimé qu'en s'étant proclamée héritière de l'URSS sur le plan du droit international, la Russie était *de facto* responsable de tous les anciens citoyens soviétiques<sup>15</sup>. Quant à l'approche exclusivement ethno-nationaliste, elle considère que la population musulmane d'Asie centrale doit être incorporée dans l'aire d'influence russe. Cependant, les nationalistes ne conçoivent pas d'offrir aux millions d'anciens citoyens soviétiques originaires de républiques musulmanes les mêmes bénéfices et privilèges (réels ou symboliques) qu'aux autres compatriotes, y compris le droit d'obtenir la citoyenneté russe – une perspective au contraire attrayante pour les ressortissants de ces pays<sup>16</sup>. Dans un contexte marqué par la propagation en Russie de la « migrantophobie » et de l'islamophobie, l'idée de considérer les musulmans centre-asiatiques comme des « compatriotes » apparaît

---

15. « Večer s Vladimirom Solov'ëvym » [L'émission du soir de Vladimir Soloviev], vidéo postée sur YouTube le 30 novembre 2016, [YouTube](#).

16. Cette idée, qui envisage notamment la possibilité d'émettre des documents certifiant le statut d'un compatriote russe, à l'image de la « karta Polaka » en vigueur pour les Polonais de l'étranger résidant à l'extérieur de leur pays, fait l'objet de vives critiques.

proprement inacceptable à des nationalistes tels que Mikhaïl Remizov (président de l'Institut de stratégie nationale).

La confusion de Moscou est encore plus marquée vis-à-vis des Russes présentant les trois caractéristiques évoquées précédemment (origine soviétique, affinité culturelle russe, appartenance à la catégorie des Russes ethniques), mais ayant volontairement quitté la Russie et qui ne recherchent donc pas la protection de Moscou. Ce sont les « Russes mondialisés », qui se sont installés « en Occident » à la recherche de meilleures conditions économiques, d'une qualité de vie supérieure et d'une plus grande liberté d'expression. De fait, cette catégorie est indiscernable sur le plan légal et déroutante sur le plan idéologique, car ni l'approche postsoviétique inclusive ni la vision ethno-nationaliste ne peuvent l'appréhender de façon satisfaisante. Ce groupe est ethniquement hétérogène, indifférent voire hostile envers l'héritage soviétique. Les « Russes mondialisés » peuvent aussi bien conserver leur citoyenneté russe qu'y renoncer à la suite de leur départ délibéré de Russie. Le fait qu'ils aient émigré de leur plein gré tend à les exclure des deux projets identitaires russes : aussi bien de celui qui perçoit la Russie en tant qu'État-nation, que de celui qui la considère comme un empire.

De plus, les « Russes mondialisés » ne peuvent être présentés comme des opprimés discriminés dans leurs pays hôtes. Par conséquent, les statistiques officielles cherchent à minimiser le nombre et l'importance de ce groupe, rapportant 4,5 millions de départs entre 1989 et 2015. Il faut souligner que ces dernières années, à la suite de la crise ukrainienne et du « virage conservateur » amorcé par le Kremlin, les rapports officiels ont révélé une hausse brutale de l'émigration – de quelques dizaines de milliers de départs en 2010 à 350 000 en 2015<sup>17</sup>. Cependant, les statistiques officielles n'enregistrent que les personnes ayant déclaré un changement de pays de résidence. Les experts estiment pour leur part que le nombre d'émigrés réel est de trois à quatre fois supérieur. Pour ne donner qu'un seul exemple, les sources officielles russes font état de 16 000 émigrés s'étant installés en Allemagne entre 2011 et 2014, tandis que les sources allemandes avancent pour la même période un nombre de 97 000<sup>18</sup>. Conséquence de cette émigration, les prix Nobel russophones sont plus nombreux à vivre en permanence à l'étranger qu'en Russie. C'est notamment le cas des physiciens Andre Geim (Pays-Bas) et Konstantin

---

17. Voir, par exemple, « The Problem with Russia's Best and Brightest », Stratfor.com, 29 juin 2016, [www.stratfor.com](http://www.stratfor.com).

18. O. a.

Novoselov (Royaume-Uni)<sup>19</sup>. De même, les compositeurs et musiciens émigrés sont probablement plus nombreux et plus influents que ceux restés en Russie<sup>20</sup>. Par ailleurs, on retrouve des informaticiens russophones derrière une part significative d'entreprises mondialement célèbres comme Google (Sergey Brin), PayPal (Max Levchin), Evernote (Stepan Pachikov) ou Telegram (Pavel Dourov), etc.<sup>21</sup>. D'après certaines estimations, les ressources financières des émigrés de Russie seraient supérieures au PIB de la Russie<sup>22</sup>. De fait, très peu d'oligarques vivent effectivement en Russie, et bon nombre d'entre eux, opposés au Kremlin, ont définitivement quitté le pays – c'est le cas, notamment, de Mikhaïl Khodorkovski et de Leonid Nevzline, anciens propriétaires de Ioukos aujourd'hui à la tête des portails d'information d'opposition Grani.ru, Meduza et Otkrytaya Rossia.

L'approche idéologique de la catégorie des « Russes mondialisés » est liée à un autre dilemme conceptuel : celui qui oppose, d'une part, les tenants du « Monde russe » en tant qu'entité territoriale et, d'autre part, les partisans d'une vision culturelle, économique et déterritorialisée du partenariat avec la diaspora. La seconde perception prend en compte les émigrés et les privilégie par rapport aux Russes vivant en Russie, tandis que la première les rejette en tant que « traîtres » n'appartenant pas au « Monde russe » (cf. tableau 1).

**Tableau 1. La construction des « compatriotes »**

Paramètres de la diaspora	Russes ethniques de l'« étranger proche »	Anciens citoyens soviétiques non russes	« Russes mondialisés »
Héritage soviétique	oui	oui	Non pertinent
Langue russe	oui	oui ou non	oui
Ethnie russe	oui	non	Non pertinent

19. Voir également « Nauka na èksport : 6 russkih učenykh, kotorye dobilis' uspeha za rubežom » [L'exportation de la science : six chercheurs russes ayant réussi à l'étranger], *Theory and Practice*, 4 avril 2012, <https://theoryandpractice.ru>.

20. E. Dubinec, *Mocart otečestva ne vybiraet. O muzyke sovremennogo russkogo zarubež'a* [Mozart ne choisit pas sa patrie : réflexions sur la musique de l'émigration russe contemporaine], Muzizdat, Moscou, 2016.

21. A. Tillmann, « Russian contributions rich in Silicon Valley », *Russia Direct*, 6 novembre 2016, [www.russia-direct.org](http://www.russia-direct.org).

22. V. Inozemcev, « Russkij mir protiv Russkago mira » [Le Monde russe contre le Monde russe], *Sociologičeskie issledovaniâ*, n° 5, 2015, p. 150-155.

# 1991-1997 : prémices d'une politique de la diaspora

Dans les processus de politique intérieure comme étrangère de la Russie, la question des « compatriotes à l'étranger » constitue depuis 1991 une « monnaie d'échange » de premier ordre. Sa gestion dépend donc fortement de la configuration politique au sommet de l'État. Pour mieux comprendre l'impact des politiques étatiques en la matière, il convient de distinguer quatre périodes. Au cours de chacune d'entre elles, la politique suivie dans ce domaine a été façonnée par des luttes politiques et des débats idéologiques spécifiques.

La première période, de 1991 à 1997, a été marquée par le conflit opposant le président russe au Parlement, lui-même soutenu par l'Administration de Moscou. À cette époque, c'est avant tout dans le cadre du Congrès des communautés russes (*Kongress russkih obšîn*, KRO) que se sont déroulés les débats relatifs aux compatriotes. Le KRO était un lieu de ralliement des opposants nationalistes de droite comme de gauche tels que Dmitri Rogozine, Sergueï Glaziev, Natalia Narotchnitskaïa, Sergueï Babourine et le général Alexandre Lebed. Il défendait un programme irrédentiste et « revanchiste » où les Russes étaient qualifiés de « nation divisée ». Le puissant maire de Moscou, Iouri Loujkov (1992-2010), joua lui aussi cette carte, tout en adoptant une position plus modérée et centriste. Le KRO et Loujkov trouvèrent aisément langue commune, par l'entremise de Konstantin Zatouline qui, au début des années 1990, se trouva à l'origine de la création du Conseil des hommes d'affaires auprès de l'Administration de Moscou, avant de devenir l'un des dirigeants du KRO et d'établir le contact avec Alexandre Lebed, très populaire à l'époque<sup>23</sup>. En 1993, Zatouline fut élu à la Douma d'État, dont il devint en 1994 le président de la Commission des relations avec les compatriotes à l'étranger. Les positions défendues par cette commission étaient, dans une large mesure, dérivées de l'analyse faite par le général Lebed du conflit de Transnistrie (dans lequel il fut impliqué à partir de 1992 en tant que commandant de la 14<sup>e</sup> armée, qui y était déployée). Lebed fut l'une des premières personnalités à développer le discours selon lequel les Russes

---

23. « Zatulin, Konstantin », biographiée publiée sur Lenta.ru, <https://lenta.ru>.



étaient brutalement éliminés par le régime « fasciste » d'une république ex-soviétique qui venait de devenir indépendante<sup>24</sup>.

Dans un article paru en 1994, intitulé « La question russe à la fin du XX<sup>e</sup> siècle », Alexandre Soljenitsyne a exprimé une préoccupation similaire concernant l'unité du peuple russe. Estimant à 25 millions le nombre de Russes à l'étranger, il affirma que le problème n'était pas la disparition de l'Union soviétique en tant que telle mais la déchirure (*razorvanoe sostoânie*) de la nation russe causée par la chute du régime communiste<sup>25</sup>. L'approche nationaliste de Soljenitsyne ne satisfaisait pas les « revanchistes impérialistes » du KRO ; mais ses leaders la reprirent volontiers à leur compte pour reprocher à Eltsine et à son gouvernement d'avoir négligé les intérêts des Russes isolés dans l'espace postsoviétique<sup>26</sup>.

L'année suivante, la Douma adopta une Déclaration de soutien aux compatriotes à l'étranger, dont la tonalité était clairement protectionniste. Dans ce document, les « compatriotes » étaient définis de façon très large, incluant tous les anciens citoyens de l'Union soviétique qui maintenaient un lien spirituel avec la Russie, quels que soient leur nationalité ou leur statut légal dans leur pays de résidence. Le législateur employa la formule de *rossijskaâ diaspora*, et non *russkaâ*, soulignant ainsi l'aspect citoyen et minimisant l'aspect ethno-national<sup>27</sup>. Dans la foulée, un « Conseil des compatriotes » fut institué au sein de la Douma. L'Administration de Moscou soutint ces initiatives en créant la fondation « Les Russes » (*Rossîane*) et l'Institut pour la diaspora et l'intégration, dont la présidence fut confiée à Zatouline<sup>28</sup>.

Afin de neutraliser le comité de la Douma et de lui reprendre l'initiative, le président Eltsine lança un programme intitulé « Sur les grandes orientations de la politique de l'État à l'égard des compatriotes à l'étranger » (1994), conçu comme un complément à la politique de double nationalité, conformément à la Constitution nouvellement adoptée, dont l'article 61 stipulait que l'État « garantit la défense et la protection de ses

---

24. Voir, par exemple, « Put' Generala Lebedâ », Spetsnaz Rossii, 4 octobre 2012, [www.specnaz.ru](http://www.specnaz.ru).

25. A. Solženitsyn, « Russkij vopros v konce XX veka » [La question russe à la fin du ], *Novyj mir*, n° 7, 1994, <http://magazines.russ.ru>.

26. Rogozine utilise la formule « nation russe dispersée » dans sa thèse de doctorat : D. Rogozin, *Problemy nacional'noj bezopasnosti Rossii na rubeže XXI veka* [Les questions de sécurité nationale de la Russie au tournant du ]. Thèse de doctorat en sciences politiques, Moscou, 1998, p. 169.

27. « O Deklaracii o podderžke rossijskoj diaspory i o pokrovitel'stve rossijskim sootečestvennikam » [À propos de la Déclaration sur le soutien à la diaspora russe et la protection des compatriotes de l'étranger], 8 décembre 1995, <http://docs.cntd.ru>.

28. V. Skrinnik, *Rossîâ i zarubežnye sootečestvenniki: Problemy konsolidacii i integracii v novyh geopolitičeskikh usloviâh* [La Russie et les compatriotes de l'étranger : questions relatives à leur consolidation et leur intégration dans le nouveau contexte géopolitique], Thèse de doctorat en sciences politiques, Bichkek, 2008.

citoyens à l'étranger<sup>29</sup> ». Le programme distinguait les *émigrés* en tant que tels des *compatriotes* séparés de la Russie par les nouvelles frontières de l'espace postsoviétique. Cette catégorie fut présentée par Moscou comme des victimes des « bouleversements de l'Histoire » et de répressions politiques<sup>30</sup>. Le programme adoptait donc un style paternaliste envers la diaspora postsoviétique établie sur le territoire de l'ex-Union soviétique et négligeait les « Russes mondialisés ». Cependant, face aux résistances des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères, la politique de la double nationalité fut abandonnée et le programme ne fut pas mis en œuvre.

Ainsi, la première vision de la diaspora fut développée par des revanchistes de gauche comme de droite opposés au président Eltsine, qui rêvaient de restaurer l'Union soviétique et qui, par conséquent, conférèrent à la notion de « compatriotes à l'étranger » une signification inclusive, impériale : la protection des Russes victimisés de l'« étranger proche » était vue comme un moyen d'anesthésier le traumatisme causé par la désintégration du pays.

---

29. Ce programme a été élaboré à partir du rapport de Sergueï Stankevitch (1993) consacré au statut des Russes en Lettonie (S. Stankevitch, « Eltsin byl velikij intuitivist » [Eltsine était un grand intuitif], *Vzglâd*, 1<sup>er</sup> février 2011, <https://vz.ru>).

30. « Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii ot 11.08.1994 n° 1681 "Ob osnovnyh napravleniâh gosudarstvennom politiki RF v otnošenii sootečestvennikov, proživaiščih za rubežom" » [Décret du président de la Fédération de Russie du 11 août 1994, « Sur les principales directions de la politique de l'État envers les compatriotes à l'étranger »], site officiel de la présidence russe, <http://kremlin.ru>.

## 1998-2003 : les années tumultueuses

La période 1998-2003, marquée par l'accession de Vladimir Poutine au Kremlin<sup>31</sup>, fut décisive pour la formation de l'ossature de la politique russe à l'égard des compatriotes à l'étranger. C'est à cette époque que les conseillers en communication du Kremlin Piotr Chtchedrovitski et Gleb Pavlovski furent chargés de rédiger un programme qui cherche à être à la fois réaliste et attrayant pour la diaspora. Ce programme mit en avant la notion de « Monde russe » (*russskij mir*), qui se superposa à celle de « compatriotes » et fut rapidement reprise par l'Administration présidentielle et, en particulier, par son idéologue en chef Alexandre Volochine et son adjoint Vladislav Sourkov. L'objectif du programme consistait à reprendre l'initiative, dans ce domaine, au bloc d'opposition que formaient Iouri Loujkov, Evguéni Primakov et Alexandre Lebed, et à présenter au président Eltsine – ainsi qu'à son successeur, la rédaction remontant au début de la période électorale de 1999-2000 – une ligne politique cohérente vis-à-vis de la diaspora. Puisque l'approche de la diaspora développée par Loujkov insistait tout particulièrement sur le rôle des Russes de l'« étranger proche », le programme de Chtchedrovitski devait mettre en avant un argument différent : le choix se porta sur l'établissement d'un partenariat d'affaires avec les « Russes mondialisés » qui avaient réussi dans les pays de l'« étranger lointain ».

Ce changement de perspective intervint dans un contexte marqué par les débats acharnés qu'avait suscités le projet de Loi fédérale sur les compatriotes. Ce texte, rédigé en 1997 par la Commission de la Douma d'État en charge des relations avec les compatriotes, était marqué par l'idéologie de l'opposition rouge-brune (une alliance de forces nationalistes radicales et communistes revanchistes, incluant le Parti communiste russe, le Parti libéral-démocrate, le Congrès des communautés russes et d'autres entités plus marginales ; c'est pourquoi il fut dans un premier temps rejeté par la Chambre haute ; dans un second temps, après une adoption en deuxième lecture par la Douma, il fut bloqué par un veto du président Eltsine. Ce n'est que le 5 mars 1999 qu'il surmonta le veto présidentiel et fut adopté en tant que loi « Sur la politique de l'État vis-à-vis des

---

31. M. Zygar', *All the Kremlin's Men: Inside the Court of Vladimir Putin*, New York, Public Affairs, 2016.

compatriotes à l'étranger ». Cette loi reflétait l'approche impériale postsoviétique, en cela qu'elle désignait trois groupes de compatriotes :

1) les citoyens de la Fédération de Russie résidant en permanence à l'extérieur de la Fédération de Russie ;

2) les citoyens de l'ex-Union soviétique (hors Russie) vivant dans des pays ayant appartenu à l'URSS ;

3) les émigrés de l'Empire russe, de l'Union soviétique et de la Fédération de Russie et leurs descendants qui n'ont plus la citoyenneté russe.

Les premier et troisième groupes ne posaient pas de problèmes politiques particuliers, mais le deuxième incarnait l'approche inclusive : en considérant tous les anciens citoyens soviétiques comme des compatriotes, la Fédération de Russie proclamait sa détermination à mener une politique paternaliste à leur égard et assumait l'héritage du passé impérial de l'URSS. Dans cette logique, et afin de conforter le succès des « rouges-bruns », Dmitri Rogozine proposa en 1999 une Loi fédérale sur le développement national et culturel de la Nation russe, dont l'article 5 postulait que le peuple russe était un « peuple divisé » tandis que l'article 6 stipulait la nécessité de la réunification du peuple russe dans le respect du libre arbitre et du droit international<sup>32</sup>. Les députés du Parti libéral-démocrate de Vladimir Jirinovski avancèrent des initiatives similaires.

Cependant, le climat politique avait changé. D'une part, le nouveau président russe avait la réputation d'être un libéral ; d'autre part, les prix du pétrole s'étaient mis à grimper. Les dirigeants russes se convainquirent rapidement qu'il leur était plus facile d'acheter ce dont ils avaient besoin que de le prendre par la force. La volonté de donner à la Russie l'image d'un pays se préoccupant de ses entreprises plus que de son passé impérial créait un contexte favorable à la promotion du programme de Chtchedrovitski. Au cœur de son approche se trouvait l'idée du partenariat entre la Russie et sa diaspora. Chtchedrovitski affirmait même que la diaspora, qui s'était mieux adaptée à la mondialisation, était plus importante pour le développement de la Russie que la Russie elle-même. Les Russes de l'étranger, expliquait-il, forment un groupe à part, qui se distingue à la fois des locaux et des Russes restés dans le pays. Cette double différence les rend particulièrement précieux, car ils peuvent fournir à

---

32. « Federal'nyj zakon Rossijskoj Federacii "O nacional'no-kul'turnom razvitii russkogo Naroda" » [Loi fédérale de la Fédération de Russie « Sur le développement national et culturel de la nation russe »], Douma d'État, 1999, <http://asozd2.duma.gov.ru>.

Moscou un accès au savoir et au capital des autres nations, amortir le choc de la mondialisation et promouvoir la « russité » au niveau international<sup>33</sup>.

En se livrant à cette théorisation, Chtchedrovitski s'efforçait de trouver des aspects positifs à la *diasporisation* postsoviétique des Russes, survenue à la faveur des changements de frontières. Chtchedrovitski affirmait que l'immense diaspora russe constituait en réalité une grande chance pour la Russie, puisqu'elle permettait de redéfinir la « russité » en tant que communauté en réseau, déterritorialisée, où les « îles » périphériques de populations russophones jouent un rôle plus important que les « terres russes centrales », dans la mesure où elles offrent un accès au capital et à l'information, facilitent le dialogue international et amortissent donc les effets douloureux de la mondialisation<sup>34</sup>. La description du « Monde russe » faite par Piotr Chtchedrovitski et son entourage constituait une révision radicale des relations impériales traditionnelles entre le centre et la périphérie. On peut dire sans exagérer que, dans cette vision, c'était la diaspora qui était appelée à exercer son influence sur la Russie, et non l'inverse.

Un autre *think tank* a travaillé sur la question de la diaspora en prévision de la séquence électorale de 1999-2000 : le réseau de conservateurs modérés rassemblés autour de la fondation pour une politique efficace, créée par le politologue Gleb Pavlovski. Pour ce dernier, le « Monde russe » est un univers doté d'une culture spécifique héritée du défunt empire, comparable à d'autres « mondes » culturels post-impériaux tels que le Commonwealth britannique, la francophonie ou l'*hispanidad*. Pavlovski fut d'un service très précieux pour les présidents Eltsine et Poutine pendant les campagnes électorales de 1999 et 2000<sup>35</sup>. C'est probablement lui qui communiqua le concept de « Monde russe » à l'Administration présidentielle – et spécialement à Vladislav Sourkov, qui était à l'époque l'adjoint du numéro deux de l'Administration présidentielle, Alexandre Volochine<sup>36</sup>. L'Administration présidentielle

---

33. P. Ščedrovitskij, « Russkij mir i transnacional'noe russkoe », [Le Monde russe et la russité transnationale], in P. Ščedrovitskij (dir.), *V poiskah formy* [À la recherche d'une forme], Moscou, TsNIIatominform, 2005 [1999].

34. P. Ščedrovitskij, « Russkij mir. Vozmožnye celi samoopredeleniâ », [Monde russe : les objectifs possibles de l'autodétermination], *Nezavisimââ gazeta*, 11 février 2000, <http://www.ng.ru>. P. Ščedrovitskij, « Russkij mir. Vosstanovlenie konteksta » [Monde russe : restaurer le contexte], *Russkij Arhipelag*, septembre 2001, [www.archipelag.ru](http://www.archipelag.ru).

35. M. Laruelle, « The 'Russian world': Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination », Center on Global Interests, mai 2015, <http://globalinterests.org> ; S. Zdiuruk *et al.* « Ukraina ta proekt "russkogo mira" : Analitična dopovid' » [L'Ukraine et le projet de « Monde russe » : analyse], Kiev, NISD, 2014, [www.niss.gov.ua](http://www.niss.gov.ua).

36. « Russkij mir i mračnaâ ten' Surkova » [Le Monde russe et l'ombre sinistre de Sourkov], Blog Sententsi.DSP, 11 novembre 2015, <http://eugen1962.livejournal.com>.

s'empara rapidement du thème de la diaspora à des fins politiques, et la notion de « Monde russe » lui apparut comme le moyen idoine d'y parvenir. Peu après les élections, la Commission gouvernementale sur les compatriotes fut tirée de sa léthargie afin de contrebalancer l'influence de la Commission de la Douma en charge des relations avec les compatriotes et de le supplanter dans la préparation du premier Congrès international des compatriotes. En août 2001, le président signa le « Concept de soutien aux compatriotes », et le Congrès fut organisé en octobre 2001.

Le discours d'ouverture prononcé par Poutine lors de ce Congrès apparaît comme un jalon important de la politique russe vis-à-vis de la diaspora. D'après certaines sources, ce discours fut rédigé à la dernière minute, à l'issue d'âpres luttes mettant aux prises, d'une part, les membres du gouvernement favorables à une politique limitée et « réaliste » et, d'autre part, l'Administration présidentielle, qui promouvait une vision idéologique radicale de la relation que la Russie devait avoir avec ses compatriotes à l'étranger. L'Administration parvint finalement à imposer son programme. Celui-ci reposait sur des idées conçues par des *think tanks* partenaires ainsi que par certains adversaires du président, comme Iouri Loujkov et son entourage. Ces circonstances particulières expliquent le caractère éclectique, sur le plan idéologique, du discours de Vladimir Poutine ; néanmoins, dans l'esprit, il s'inspirait du camp libéral-centriste de Chtchedrovitski et Pavlovski plus que de l'opposition de droite et de gauche incarnée par des personnalités telles que Rogozine ou Lebed. Poutine annonça le début d'une nouvelle ère dans les relations entre la Russie et sa diaspora, qui seraient dorénavant basées non pas sur la protection de la seconde par la première mais sur un partenariat réciproquement profitable dans les domaines de l'économie et de la culture ; toutefois, il eut également recours à la rhétorique traditionnelle de la protection des droits des Russes à l'étranger<sup>37</sup>.

Pour résumer, à la veille des campagnes électorales de 1999 et 2000, le parti pro-Eltsine reprit à son compte le concept modéré et libéral de la diaspora russe associé aux noms de Piotr Chtchedrovitski et Gleb Pavlovski. Ces derniers défendaient une approche de la diaspora pragmatique et centrée sur les relations commerciales, où les compatriotes à l'étranger étaient perçus comme des partenaires à part entière de la Russie, partageant avec elle les mêmes intérêts économiques et la même culture de communication. Cette vision faisait la part belle aux « Russes

---

37. « Vystuplenie Prezidenta Rossii Vladimira Putina na pervom Vsemirnom kongresse rossijskih sootečestvennikov » [Discours du président de la Russie Vladimir Poutine au premier Congrès mondial des compatriotes], Congrès mondial des compatriotes résidant à l'étranger, 11 octobre 2001, <http://vksrs.com>

mondialisés », prospères et influents, mais tendait à négliger quelque peu les Russes de l'« étranger proche », qui espéraient bénéficier de la protection de Moscou.

# 2004-2011 : institutionnalisation et instrumentalisation du « Monde russe »

La « révolution orange » survenue en Ukraine en 2004 incita Moscou à adopter une posture plus agressive et antioccidentale, qui se répercuta sur sa politique à l'égard de la diaspora. Entre 2004 et 2011, la définition de cette politique fut progressivement transférée à l'Administration présidentielle ; en particulier, Vladislav Sourkov exerça sur elle une influence croissante. Par ailleurs, avec la création de la fondation *Russkiy Mir* et de l'agence fédérale *Rossotroudnitchestvo*, la politique des compatriotes fut dotée de structures relativement puissantes.

Dans la vision de Vladislav Sourkov, le concept de « Monde russe » est étroitement lié à la notion de « démocratie souveraine ». S'inspirant des idées de Carl Schmitt, Sourkov théorisa la souveraineté en tant que valeur politique centrale. Selon lui, la « démocratie souveraine », en instaurant l'égalité en droits des acteurs étatiques, permettrait à la Russie de s'imposer dans la compétition (géo)politique et ainsi de contrer l'hégémonie normative de l'Occident<sup>38</sup>. Le recours au concept de « démocratie souveraine » entérine la signification donnée à celui de « Monde russe » : ce dernier est perçu comme un élément utile (mais non central) de la sécurité nationale et un outil de *soft power* dans la « guerre de l'information » que la Russie livre à l'Occident. Une telle interprétation implique une logique particulière de l'organisation territoriale : un État souverain influence les États souverains voisins à l'aide des « tentacules » que représentent ses diasporas, mais pour que cette influence puisse être durablement efficace, les « tentacules » en question doivent être bien structurés, organisés et étroitement reliés au pays d'origine. De ce fait, dans la décennie 2000, les promoteurs du « Monde russe » ont cherché à en faire un mécanisme permettant de traduire la *présence* des Russes à l'étranger en *influence* de la Russie à l'étranger. Ainsi naquit l'idée

---

38. V. Surkov, *Suverenitet—èto političeskij sinonim konkurentosposobnosti* [La souveraineté est le synonyme politique de la compétitivité], Moscou, Lenand, 2006, p. 10.



d'institutionnaliser la diaspora russe<sup>39</sup>, ce qui résulta en la création de la fondation *Russkiy Mir* (2007) et de *Rossotroudnitchestvo*, une nouvelle agence fédérale en charge de la politique des « compatriotes » (2008)<sup>40</sup>.

Il ne faudrait pas, pour autant, surestimer les ressources affectées à ces institutions. Par exemple, selon les chiffres officiels, la fondation *Russkiy Mir* aurait en 2013 fait bénéficier de son soutien 10 000 compatriotes dans le cadre de 100 projets conduits dans 32 pays<sup>41</sup>, avec un budget d'environ 500 millions de roubles (13 millions d'euros) en 2011<sup>42</sup>. Ces dernières années, en raison de contraintes financières, le budget de *Russkiy Mir* a été réduit, tombant en 2015 à 430 millions de roubles (7 millions d'euros selon le taux de change de l'époque). Certes, cette fondation n'est pas la seule à financer la politique de la Russie envers ses compatriotes à l'étranger. *Rossotroudnitchestvo* affiche un budget d'environ 2 milliards de roubles et prévoit de l'augmenter jusqu'à 9,5 milliards à l'horizon 2020 (soit respectivement 48 millions et 157 millions d'euros selon le taux de change d'avril 2017)<sup>43</sup>. D'autres agences et organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement (GONGO) contribuent également au financement de la politique de la diaspora. C'est le cas, par exemple, du ministère des Affaires étrangères, qui a dépensé 0,4 milliard de roubles en 2011 ; du ministère de la Recherche et de l'Éducation qui y a alloué 2,5 milliards de roubles sur la période 2011-2015 ; ou encore de l'ONG *Rousskii Dom* [Maison russe], qui dispose de budgets significatifs, oscillant entre 0,5 et 1 milliard de roubles. La somme totale dépensée à ces fins peut être estimée à environ 200 millions d'euros. En outre, le Kremlin peut mobiliser les oligarques loyaux dans les moments difficiles. Ainsi, la fondation de Saint-Basile-le-Grand a été créée par l'homme d'affaires orthodoxe Konstantin Malofeev, connu pour son soutien à la rébellion pro-russe en Ukraine. Pourtant, si l'on compare les ressources financières allouées au soutien des Russes de l'étranger à celles effectuées par le British Council, dont le chiffre d'affaires total avoisine le milliard de livres britanniques et qui emploie 9 000 personnes de par le monde<sup>44</sup>, les moyens compilés de toutes les agences russes semblent bien modestes.

39. S. Mazur, « Konkurentnye preimushchestva trenda Russkogo mira », [Les avantages concurrentiels de l'idée de Monde russe], *Baltijskij mir*, n° 3, 2010, p. 61-62.

40. S. Saari, « Russia's Post-Orange Revolution Strategies to Increase its Influence » in « Former Soviet Republics: Public Diplomacy po-russki », *Europe-Asia Studies*, vol. 66, n° 1, 2014, p. 50-66.

41. « PravFond : Namereny i v dal'nejšem rabotat' na blago sootečestvennikov » [Pravfond : nous sommes déterminés à continuer d'œuvrer au bien-être des compatriotes], pravfond.eu, 30 mai 2014, <http://pravfond.eu>.

42. « Russian Federation 2011 / Short-Term Prognosis », Tartu Ülikool, 2011, <http://www.ut.ee>.

43. « Putin uveličil būdžet Rossotrudničestva do 9,5 mlrd rubej » [Poutine a porté le budget de Rossotroudnitchestvo à 9,5 milliards de roubles], Grani.ru, 5 juin 2013, <https://grani-ru.appspot.com>.

44. « Annual report. 2014-2015 », British Council, 2015, [www.britishcouncil.org](http://www.britishcouncil.org).

En 2010, Moscou tenta de se rapprocher des « Russes mondialisés » tout en donnant satisfaction à la frange la plus nationaliste de l'establishment politique russe : la Loi fédérale sur les compatriotes fut considérablement amendée afin de souligner les liens historiques, culturels, ethniques et spirituels unissant les compatriotes à la Russie<sup>45</sup>. La nouvelle définition donnée à la notion de « compatriotes » reprit tels quels, sans les modifier, les premier et troisième groupes définis précédemment (c'est-à-dire les citoyens de la Fédération de Russie vivant à l'extérieur du pays, ainsi que les émigrés de l'Empire russe, de l'Union soviétique et de la Fédération de Russie et leurs descendants). La description du second groupe, le plus problématique, fut reformulée ainsi : « Les individus et leurs descendants qui [...] appartiennent à des peuples vivant historiquement sur le territoire de la Fédération de Russie [et] qui ont librement choisi d'entrer dans une relation spirituelle, culturelle et légale avec la Fédération de Russie. » Le législateur a donc décidé (de façon quelque peu hésitante) d'exclure du concept de « compatriotes » la catégorie la plus « indésirable », c'est-à-dire les anciens citoyens soviétiques originaires des républiques d'Asie centrale, en établissant la Russie dans ses frontières actuelles comme seul berceau possible des compatriotes ; par extension, puisque les Ouzbeks ne font pas partie des « peuples historiques » de la Russie, ils ne peuvent pas demander à bénéficier du statut de compatriotes russes<sup>46</sup>. La loi cherche à restreindre la catégorie des compatriotes en abandonnant le critère impérial de la citoyenneté, remplacé par un vague principe ethnoculturel : la « relation spirituelle » avec la Russie. Cependant, cette évolution n'est guère heureuse en termes de mise en œuvre technique et de conséquences idéologiques : en lieu et place d'une définition juridique claire, elle se fonde sur l'idée nébuleuse de « relation spirituelle », qui ne peut satisfaire ni les nationalistes ni les partisans d'une approche « impériale » inclusive.

D'une manière générale, après la « révolution orange » ukrainienne de 2004, Moscou a révisé sa politique envers les compatriotes de façon à en supprimer les éléments de partenariat et à la « muscler » pour en faire un outil du *soft power* russe dans la confrontation avec l'Occident. Quoique soutenue par des ressources financières et un appui institutionnel importants, cette réorientation a eu un effet négatif sur le dialogue avec les « Russes mondialisés », divisés entre une minorité de « compatriotes professionnels » loyale à Moscou et une majorité qui refusait d'être utilisée

---

45. Tat'âna Poloskova, « Rossija i diaspora », [La Russie et la diaspora], *BFRO*, 2011, p. 147, <http://www.bfro.be>.

46. P. Sporyšev, *Rossijskaâ diaspora kak ob'ekt vnešnej politiki Rossii* [La diaspora russe en tant qu'objet de la politique extérieure de la Russie], Thèse de doctorat, Université d'État de Moscou, 2012, p. 113.

comme un pion du jeu géopolitique du Kremlin. L'amendement de 2010 marqua un tournant conservateur majeur, avec l'abandon de l'approche inclusive post-impériale en faveur d'une exclusivité culturelle « semi-ethnique ».

# 2012-2016 : le « Monde russe » et le « virage conservateur »

L'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre dans le Donbass ont eu un impact majeur sur l'évolution de la politique de Moscou à l'égard de ses « compatriotes ». Le concept de « Monde russe » s'est largement imposé dans la conscience collective tout en étant, parallèlement, assez déconnecté du concept de diaspora et des « compatriotes de l'étranger ». Tout d'abord, l'idée de « Monde russe » s'est retrouvée au cœur de l'idéologie géopolitique russe de ces dernières années. Ainsi, sur les réseaux sociaux russes, le « Monde russe » a été mentionné 2 000 fois lors des deux premières semaines de mai 2014, contre 1 300 fois pour le concept concurrent d'« Eurasie ». Moins d'un an plus tard, un fossé s'était creusé : entre le 22 février et le 2 mars 2015, on a relevé 40 000 occurrences du « Monde russe », l'« Eurasie » étant réduite à la portion congrue avec 600 mentions. La même dynamique a été constatée dans la presse<sup>47</sup>.

La signification géopolitique implicite, la rhétorique civilisationnelle et la dimension antioccidentale du concept de « Monde russe » ont été particulièrement mises en avant quand a émergé l'idée que la Russie était un « État-civilisation »<sup>48</sup>. Selon cette vision, le « Monde russe » est une civilisation distincte<sup>49</sup>, implantée sur un territoire spécifique, dirigée par un sujet politique unique et engagée dans une lutte pour les ressources et l'influence contre les autres civilisations. Ce concept est désormais associé à l'idée du « rassemblement des terres russes » – un objectif éloigné, et peut-être même opposé à l'acception initiale du Monde russe, celle d'une communauté en réseau de russophones déterritorialisés. En termes géopolitiques, l'adhésion au « Monde russe » implique désormais la recherche de la « réunification », l'annexion de la Crimée s'inscrivant dans

---

47. Chiffres calculés par l'auteur à l'aide des outils Integrum Profi et Integrum Social Media.

48. A. Tsygankov, « Crafting the State-Civilization », *Problems of Post-Communism*, vol. 63, n° 3, 2016, p. 146-158.

49. M. Laruelle, « Russia as a "Divided Nation", from Compatriots to Crimea: A Contribution to the Discussion on Nationalism and Foreign Policy », *Problems of Post-Communism*, vol. 62, n° 2, 2015, p. 88-97.

ce cadre<sup>50</sup>. Un consensus s'est fait jour : l'acteur majeur sur la scène internationale doit être la Russie « en tant que telle », et non un panachage dilué des diverses composantes de la « russité ». Dans ce contexte, le politologue Boris Mejouev, s'interrogeant sur le périmètre géographique du « véritable Monde russe », l'établit essentiellement dans le sud et le sud-est de l'Ukraine, dans l'est du Bélarus et dans le nord du Kazakhstan. Cette vision, proche de celle d'Alexandre Soljenitsyne<sup>51</sup>, reprend l'idée selon laquelle la Russie est une « nation divisée ». Celle-ci, largement débattue dans divers forums, fut définitivement entérinée par le célèbre « discours sur la Crimée » prononcé par Vladimir Poutine le 18 mars 2014. Un tel prisme conduit à recentrer l'attention portée à l'effondrement de l'Union soviétique sur la « dissection » brutale infligée à la nation russe<sup>52</sup>.

La diaspora, qui avait été au départ une composante centrale du concept du « Monde russe », en est à présent exclue, comme l'illustrent les propos du journaliste et activiste Maksim Kononenko, un ancien collègue de Gleb Pavlovski qui affirme (allant totalement à l'encontre de Chtchedrovitski) que les Russes vivant à l'étranger ne sont plus des Russes.

« Vous devez choisir », a-t-il interpellé les émigrés, « entre le Monde russe et Londres. Il n'y a pas de Londres dans le Monde russe. Il n'y a pas de Lettonie dans le Monde russe. Le Monde russe est là où sont les Russes. Il n'y a pas de Russes à Londres ou en Lettonie. Les Russes restent chez eux »<sup>53</sup>.

Cette nouvelle interprétation confère une signification irrédentiste au concept de « Monde russe », appelant à un certain isolationnisme et à la fermeture des frontières. La disparition de l'élément « diaspora » de la notion de « Monde russe » s'est également manifestée par son absence ostensible dans la Conception de politique étrangère de 2013, alors qu'elle était encore mentionnée dans la version précédente, en 2008<sup>54</sup>.

Ainsi, la perception idéologique de la diaspora s'est progressivement alignée après 2012 sur la politique systématique de « renforcement des frontières », d'irrédentisme, de rapatriement et d'exclusion de la diaspora conduite par une Russie se voyant désormais comme un État-nation. Moscou a emprunté la direction opposée à celle de l'Inde, qui s'était coupée

---

50. M. Panfilov, « Žiteli Krasnodara : Krymčane, dušoû my s vami ! » [Les habitants de Krasnodar : peuple de Crimée, nous sommes à vos côtés !], *Komsomol'skaâ pravda-Kuban'*, 20 mars 2015 ; A. Prokhanov, « Svätost' russkogo oruž'â » [La sainteté de l'armement russe], *Zavtra*, 23 octobre 2014.

51. Entretien avec Boris Mejouev, 1<sup>er</sup> juin 2015, archives personnelles de l'auteur.

52. A. Fomin, « Russkij vopros », [La question russe], *Baltijskij mir*, n° 3, 2010, p. 17-22.

53. M. Kononenko, « Russkij, vozvrašajsâ v Rossiû » [Russe, reviens en Russie !], *Izvestiâ*, 19 février 2015, <http://izvestia.ru>.

54. « Kontseptciâ vnešnej politiki RF » [Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie], ministère des Affaires étrangères, 18 février 2013, <http://www.mid.ru>.

de sa diaspora avant d'adopter, à partir des années 1990, une politique inclusive déterritorialisée<sup>55</sup>. Dans le même temps, cette politique agressive a largement mobilisé la diaspora russe de l'« étranger proche » et a joué un rôle essentiel dans l'annexion de la Crimée et dans la rébellion pro-russe en Ukraine orientale. Après ces événements, la politique et l'idéologie officielles de Moscou à l'égard de la diaspora ont été expurgées de leurs aspects libéraux (introduits de la fin des années 1990 au début des années 2000), au point qu'elles ressemblent de plus en plus à la vision des « revanchistes » tels que le général Lebed et Dmitri Rogozine<sup>56</sup>. Par extension, l'importance des « Russes mondialisés » est elle aussi minimisée, et l'on observe même des tentatives visant à les couper de la Russie et à les présenter comme des « traîtres », alors que les compatriotes de l'« étranger proche », eux, sont considérés comme faisant partie intégrante de la Russie, dont ils n'ont été temporairement séparés que par les manœuvres des ennemis occidentaux du pays. Conformément à cette logique, l'élite politique russe s'interroge de nouveau sur la double nationalité, idée qui avait été abandonnée au milieu des années 1990<sup>57</sup>.

---

55. I. Abraham, *How India Became Territorial: Foreign Policy, Diaspora, Geopolitics*, Stanford, Stanford University Press, 2014.

56. D. Rogozine est aujourd'hui le président de la commission militaro-industrielle auprès du président de la Fédération de Russie. En 2011, il a relancé son parti, le KRO (Kongress russkih obšin – Congrès des communautés russes) sous le nom de « Rodina-KRO ».

57. « V Dume odobrili proekt uproščeniâ polučeniâ graždanstva nositelâm russkogo âzyka » [La Douma d'État a approuvé le projet visant à simplifier l'accèsion à la citoyenneté pour les russophones], Russkij Mir, 10 mars 2017, <http://russkiymir.ru>.

## Conclusion

En raison de la complexité de la diaspora russe postsoviétique, plusieurs visions idéologiques concurrentes aspirent aujourd'hui à servir de « logiciel culturel<sup>58</sup> » pour orienter la politique du Kremlin à son égard. Moscou doit faire des choix, qui donneront la priorité à certaines composantes de cette diaspora au détriment des autres : il ne dispose tout simplement pas des ressources suffisantes pour faire du « Monde russe » le « monde » de *tous* les Russes, où qu'ils vivent.

La politique que la Russie mènera demain à l'égard des « compatriotes » dépendra très probablement de l'issue du débat entourant le projet de loi sur la « nation russe » que le président Poutine a soumis à la Douma le 31 octobre 2016. Le choix des mots reflète bien les termes de ce débat : les ethno-nationalistes évoquent la « Loi sur la nation russe (*russkoj*) » tandis que les partisans d'une interprétation citoyenne plaident pour une « Loi sur la nation de la Russie (*rossijskoj*) ». Sur cette question – de même que sur celle des « compatriotes » –, le pouvoir russe fait face à un dilemme : comment rassembler la communauté culturelle et politique des « Russes », sans que l'exaltation de la « russité » ethnique n'alimente les aspirations séparatistes des Russes de l'« étranger proche ». Enfermé dans ce dilemme, le Kremlin peine à élaborer une idéologie cohérente du « Monde russe » ; chaque pas en avant dans ce domaine est immédiatement suivi d'un recul. On observe bien des tentatives visant à faire des « compatriotes à l'étranger » une *irredenta* nationale russe mais, dans le même temps, la « Loi sur la nation russe » a récemment été torpillée par la Commission de la Douma en charge des relations avec les compatriotes, qui a proposé de lui donner la dénomination plus neutre de « Loi sur les fondements de la politique nationale russe ». De même, l'Académie russe des sciences, chargée de préparer une terminologie conceptuelle en appui de ce projet de loi, a insisté sur la composante citoyenne de la « nation de Russie (*rossijskaâ*) », définie comme une « entité sociopolitique multiethnique et multiconfessionnelle<sup>59</sup> ».

---

58. J. Balkin, *Cultural Software: A Theory of Ideology*, New Haven, Yale University Press, 2002.

59. « Učënye RAN dali opredelenie rossijskoj nacii » [Les chercheurs de l'Académie russe des sciences ont présenté une définition de la nation russe], Lenta.ru, 20 avril 2017, <https://lenta.ru>.

S'agissant de la mise en œuvre pratique de ces visions conceptuelles, il est probable que la politique des compatriotes de la Russie restera aventureuse et agressive dans l'« étranger proche. La volonté de faire de la diaspora une *irredenta* russe et l'obsession pour la pensée géopolitique pourraient accroître la tentation « annexionniste ». L'entrée dans une nouvelle séquence électorale pourrait d'autant plus inciter le Kremlin à réitérer le succès de l'annexion de la Crimée, qui avait alors suscité un fort enthousiasme populaire.

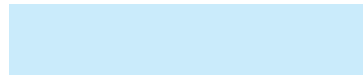
Le corollaire d'une telle voie est la poursuite d'une attitude distante de Moscou à l'égard des « Russes mondialisés ». Du fait des paradoxes liés à l'intégration de la diaspora évoqués plus haut, la Russie est confrontée à des limites structurelles qui l'empêchent de manipuler efficacement les compatriotes résidant dans l'« étranger lointain ». En outre, la contraction de ses ressources économiques pose la question de sa capacité à continuer d'entretenir les « compatriotes professionnels ».



# Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [A. Marin, « Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 102, juin 2017.
- ▀ [I. Facon, « Défense ukrainienne : une réforme difficile face à des défis multiples »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 101, mai 2017.
- ▀ [B. Lo, « Russie-Chine-Inde : un vieux triangle dans un nouvel ordre mondial ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 100, avril 2017.
- ▀ [M. Laruelle, « Le kadyrovisme : un rigorisme islamique au service du système Poutine ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 99, mars 2017.
- ▀ [E. Karine, « L'Asie centrale à l'épreuve de l'islam radical »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 98, Ifri, janvier 2017.
- ▀ [P. Baev, « La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 97, Ifri, novembre 2016.
- ▀ [V. Inozemtsev, « La modernisation de l'économie russe : les causes de l'échec »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 96, Ifri, septembre 2016.
- ▀ [V. Likhatchev, « Les radicaux de droite dans le conflit russo-ukrainien »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 95, Ifri, juillet 2016.
- ▀ [D. Trenin, « Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 94, Ifri, juin 2016.
- ▀ [A. Choumiline, « La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 93, Ifri, mai 2016.
- ▀ [B. Lo, « La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 92, Ifri, mars 2016.
- ▀ [L. Bisson, « Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 91, Ifri, janvier 2016.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : [souin@ifri.org](mailto:souin@ifri.org)



**ifri**

institut français  
des relations  
internationales

